

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Oser-l-exode-de-la-societe-de-travail-vers-la-production-de-soi-Andre-Gorz>

Entretien réalisé par Yovan Gilles en 1998

« Oser l'exode de la société de travail vers la production de soi » André Gorz

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 8 décembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

- Les périphériques vous parlent : **Dans votre dernier ouvrage « Misères du Présent, Richesses du Possible » faisant allusion au livre de J. Rifkin « La Fin du Travail », vous affirmez quant à vous : « Il ne s'agit pas du travail au sens anthropologique ou au sens philosophique. (...) Il s'agit sans équivoque du travail spécifique propre au capitalisme industriel »** Pouvez-vous développer pour nous cet argument ?

André Gorz : Au sens anthropologique, on appelle habituellement « travail » l'activité par laquelle les humains façonnent et transforment leur milieu de vie. C'est d'abord la malédiction biblique : le monde n'est pas naturellement propice à la survie des humains, il n'est pas « *un jardin planté pour eux* », disait Hegel. La vie humaine est « improbable », écrivait Sartre, elle rencontre cette improbabilité comme un ensemble d'adversités, de maladies, de raretés. Au sens philosophique, le concept de travail englobe les dimensions multiples de l'activité humaine. La philosophie grecque distinguait le travail-corrée - *ponos* - qu'il faut accomplir jour après jour pour entretenir le milieu de vie et produire sa subsistance. C'est aussi bien le travail ménager que le travail agricole, dont les hommes, dans les sociétés traditionnelles, se déchargent sur les femmes et les esclaves. Après le *ponos*, il y a la *poiesis* : le travail de l'artisan, de l'artiste, du « producteur ». Le travail comme *poiesis* n'est plus, à la différence du *ponos*, asservi complètement aux nécessités et aux contraintes matérielles de la subsistance. Il peut s'en émanciper en devenant création, invention, expression, réalisation de soi. C'est cette dimension du travail qui intéresse avant tout Hegel et ensuite Marx : le travail par lequel je m'individualise, me fais personne, inscris dans la matérialité du monde l'idée que je me fais de ce qui doit être.

Enfin, il y a le travail comme *praxis*, que Hannah Arendt appelle « *l'agir* » (*Handeln*). La *praxis* est essentiellement l'activité non utilitaire qui tend à définir les conditions et les normes de la « bonne vie ». Cela comprend le débat politique et philosophique, la réflexion, l'enseignement, une grande partie de ce qu'on appelle aujourd'hui le « relationnel » et la « production de sens », l'Eros.

Il peut sans doute y avoir des chevauchements et des interpénétrations entre ces dimensions de l'activité humaine. Elles se distinguent par leur sens, leur intentionnalité beaucoup plus que par leur contenu. Élever un ou des enfants par exemple comporte du *ponos* - des besognes fastidieuses continuellement à refaire - mais n'est pas réductible à cela ; ou alors la finalité, le sens du travail éducatif en tant que *praxis* a été perdu.

L'important, c'est que, dans ces définitions, le travail est quelque chose qu'on fait dans un but dont on est conscient. Or le capitalisme n'a pu se développer qu'en abstrayant le travail de la personne qui le fait, de son intention, de ses besoins, pour le définir en soi comme une dépense d'énergie mesurable, échangeable contre n'importe quelle autre et dont les prestataires, les « travailleurs », sont à beaucoup d'égards interchangeables. Le « *travail abstrait* », « *travail sans plus* », inventé par le capitalisme, est une marchandise que le patron achète et dont il détermine souverainement la finalité, le contenu, les heures et le prix. C'est un travail qu'il donne à faire à un travailleur qu'il paie. Le salariat est donc la complète dépossession de la personne active : elle est dépossédée du résultat ou produit de son activité, de son emploi du temps, du choix des finalités et contenus du travail, et des moyens de travail que les employeurs, à la fin du 18^{ème} siècle, ont commencé à monopoliser pour pouvoir contraindre les gens - les tisserands en premier - à travailler pour un patron et pour tuer toute possibilité d'auto-production, d'auto-activité.

C'est en ce sens que le travail dont nous parlons quand nous disons que nous « avons » et « n'avons pas » un travail, est une invention du capitalisme. Longtemps, le salariat a été perçu comme une forme d'esclavage, et « *l'abolition du salariat* » était encore au programme de la CGT il y a une trentaine d'années. Pendant le récent mouvement des chômeurs, j'ai entendu un militant CGT dire : « *C'est vrai, demander du travail, c'est aussi demander à être exploité.* »

Si nous prenons « travail » au sens propre de faire, réaliser, agir, créer, peiner, le travail ne peut jamais manquer. Contre le chômage, ce qu'il faut alors exiger, c'est non pas qu'on nous « donne » du travail à faire, mais qu'on

abolisse la monopolisation des moyens de travail, des moyens de production par le capital, en sorte que nous puissions nous approprier le travail, ses moyens et son résultat. Nous les approprier collectivement et aussi, pour partie, individuellement. C'est de cette réappropriation qu'il est question chez le jeune Marx quand il écrit que le communisme, c'est l'élimination du travail (salariné) et sa « *transformation en auto-activité* ». Cette réappropriation a été pratiquement impossible jusqu'ici en raison de la subdivision du travail productif en spécialités cloisonnées. Elle devient techniquement possible avec l'informatisation et l'automatisation. Par celles-ci, la création de richesses demande de moins en moins de travail (salariné), distribue de moins en moins de salaires. Ce qui est produit de manière pleinement automatique ne pourra finalement être distribué, vendu, acheté, que si le pouvoir d'achat distribué n'est plus le salaire d'un travail. L'idée d'un « revenu social » ou de minima sociaux garantis inconditionnellement va dans ce sens. La revendication par le mouvement des chômeurs et précaires d'un minimum garanti égal aux trois quarts du SMIC est un pas très important dans cette direction.

La lutte contre un chômage endémique aboutit au contraire à renforcer la place du travail-emploi dans la société. Bien plus qu'un paradoxe, il s'agit d'une contradiction que vous soulignez lorsque vous écrivez qu'un nouveau système se met en place « *contraignant tous à se battre pour obtenir ce travail que par ailleurs il abolit* ». Selon vous quel est le sens de cette contradiction : la peur de décrocher d'un avenir qui s'éternise - vous dites « oser l'exode » - ou bien une résignation générale à une nouvelle organisation mondiale du travail, vouée à sacrifier des pans entiers de populations dans le cadre d'incessantes restructurations industrielles ?

Je ne vois pas les choses de cette façon. Je pense que dans une société où l'emploi devient de plus en plus précaire, de plus en plus discontinu, où le travail salariné stable et à plein temps cesse d'être la norme - ce qui est le cas pour 45 % des Allemands, pour 55 % des Britanniques et des Italiens, pour environ 40 % des Français - et où, à l'échelle d'une vie, le travail ne représente plus qu'un septième ou un huitième du temps de vie éveillé après l'âge de 18 ans, les détenteurs du pouvoir économique et politique craignent par-dessus tout une chose : que le temps hors travail salariné puisse devenir le temps dominant du point de vue social et culturel ; que les gens puissent s'aviser de s'emparer de ce temps pour « s'employer » à y faire eux-mêmes ce qu'eux-mêmes jugent bon et utile de faire. Avec le recul du poids du travail salariné dans la vie de tous et de chacun, le capital risque de perdre le pouvoir sur les orientations culturelles de la société. Il fait donc tout pour que les gens, et principalement les plus ou moins jeunes, demeurent culturellement incapables d'imaginer qu'ils pourraient s'approprier le temps libéré du travail, les intermittences de plus en plus fréquentes et étendues de l'emploi pour déployer des auto-activités qui n'ont pas besoin du capital et ne le valorisent pas.

Nous avons donc affaire, en France plus encore que dans les pays voisins, à une campagne idéologique très soutenue pour verrouiller, pour tuer l'imagination sociale, pour accréditer l'idée que le travail salariné est la seule base possible de la société et de la « cohésion sociale », que sans emploi, on ne peut rien faire, ne peut disposer d'aucun moyen de vivre « dignement » et activement. Nos minima sociaux sont misérables. On accrédite l'idée qu'un droit à un revenu découplé d'un emploi est de l'assistanat, comme si les centaines de milliers d'emplois partiels à salaire partiel, créés tout exprès pour « insérer » des chômeurs - les insérer dans quoi ? s'il vous plaît - n'étaient pas de l'assistanat sous une autre forme tout aussi humiliante, puisqu'on dit en quelque sorte aux plus ou moins jeunes chômeurs : « *En vérité, on n'a aucun besoin de vous, de votre force de travail ; on va vous rendre service, on va vous occuper un peu en vous payant un peu.* » C'est quoi, un travail qu'on vous donne à faire pour vous rendre service ?

En réalité, c'est le capitalisme qui se rend service de cette façon. Il fait subventionner des employeurs pour qu'ils aient la bonté d'employer des gens au rabais. Il veille à ce que les gens se conçoivent comme ne pouvant être que de la force de travail sur un marché de l'emploi, et que, s'ils ne trouvent pas d'employeur, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, c'est-à-dire au fait qu'ils ne sont pas assez « employables ». Tout le discours dominant fait comme s'il n'y avait pas des causes systémiques, structurelles à la contraction du volume de travail rémunéré, comme si les stages formation, les stages en entreprise etc. allaient, en rendant les gens plus employables, leur assurer un emploi.

En réalité, ces stages ont une fonction idéologique inavouée : ils consolident et développent l'aptitude à l'emploi au détriment de l'aptitude au temps libre, et cela dans un contexte où il y a de moins en moins de travail-emploi et de plus en plus de temps libéré. On fabrique méthodiquement des gens incapables de se concevoir comme les sujets de leur existence, de leur activité et de leurs liens sociaux, des gens qui dépendent totalement de ce que des employeurs privés ou publics leur donnent à faire. Et puis on ne leur donne rien à faire de consistant, rien que des boulots d'assistés. Il y a de quoi les rendre enrégés.

« Oser l'exode », ça veut dire d'abord percer à jour cette stratégie de domination qui jette les gens dans une dépendance à l'égard de l'emploi plus totale que jamais, alors que l'emploi devient totalement aléatoire ; et qui veut dire ensuite exiger non pas de l'emploi - « du travail » - mais la possibilité de vivre en l'absence d'un emploi, pendant les intermittences de l'emploi, grâce à un revenu de base inconditionnellement garanti. J'ajoute : ce revenu de base doit être compris non pas comme ce qui vous dispense de rien faire, mais au contraire comme ce qui vous permet de faire plein de choses bonnes, belles et utiles qui ne sont pas rentables du point de vue de l'économie capitaliste de marché, ni susceptibles d'être homologuées, standardisées, professionnalisées.

Il s'agit aujourd'hui de sortir d'une notion du travail dont la norme est celle du salariat, unique source de statut social. Vous proposez le projet d'une société où « la production de soi » occuperait une place prépondérante. Le passage du travail « aliéné » à une réappropriation par l'homme de son propre travail dans un cadre social, implique donc un changement de mentalité radical. Ce dernier nécessite pour les individus l'apprentissage d'un savoir-être alors que dans le cadre du taylorisme, l'homme en tant que simple utilité de la production, était réduit à son savoir-faire. À votre avis, ce changement se fera-t-il « naturellement », au prix d'une adaptation peut-être douloureuse ou, au contraire, dépend-il d'une volonté politique, d'une réflexion très large à l'échelle de la société, voire encore de la mise en oeuvre par les citoyens eux-mêmes d'une pédagogie adaptée ?

Ce ne peut pas être l'un ou l'autre ; ce ne peut être que l'un et l'autre. Le changement de mentalité, la mutation culturelle s'opèrent déjà depuis pas mal de temps. C'est un cheminement d'abord souterrain sur lequel il existe des enquêtes et témoignages passionnants chez les Anglais, les Allemands, les Nord-Américains. Le retrait vis-à-vis du travail-emploi, le refus de s'y investir, l'aspiration à d'autres modes de vie d'activité, de rapports sociaux, de priorités dans la vie, tout ça est très répandu en France aussi, chez les plus ou moins jeunes surtout, mais il n'y a pas chez nous un journal comme « *The Idler* » en Angleterre qui reflète l'énorme mouvement multiforme des gens qui refusent de « s'insérer » dans une société qu'ils vomissent et qui (avec la devise « *fuck work* ») refusent le « *travail de merde* ».

Ceux qu'on appelle « les exclus » ne sont pas tous des victimes qui ne demandent qu'à être « réinsérées », ce sont aussi des gens qui choisissent une vie alternative, en marge de la société. Mais s'ils sont marginaux, c'est parce qu'ils sont condamnés à n'être que des individus, donc impuissants à rien changer. Si vous avez cinq millions de personnes qui refusent cette société à titre individuel, ça ne va pas la changer. Mais si vous avez un mouvement qui regroupe tous ceux qui entendent travailler moins et consommer et vivre autrement, et qui les regroupe dans le but politique de militer pratiquement pour un changement de la façon de vivre, de produire et d'être ensemble, alors vous avez une traduction des choix individuels en choix collectifs dont l'énoncé va déclencher des débats, des conflits, s'inscrire dans l'espace public, obliger à la prise en compte de questions jusque-là négligées et faire évoluer le niveau de conscience.

Notre tâche, la vôtre, la mienne, celle des intellectuels, c'est de proposer cette traduction en projet collectif d'une multiplicité de choix, de rébellions, de tâtonnements, d'expérimentations, et de stimuler par cette traduction la prise de conscience de ce qu'un autre monde, une autre société sont possibles et désirables. C'est ce que Guattari, les Italiens, appellent « *la production de subjectivité* ». Il s'agit de faire prendre conscience de possibilités que le discours dominant cache. Il s'agit de libérer l'imagination, le désir. La parole, l'écrit, les activités culturelles, la musique, le théâtre, le cinéma sont essentiels à cette libération, à cette fécondation. Si nous ne savons pas exprimer

ce que nous sentons, nous sommes incapables aussi de vouloir et d'agir en conséquence.

Cette libération de l'imagination et du désir est à la fois nécessaire au capitalisme dans l'actuelle phase de mutation et potentiellement mortelle pour lui. Son problème, c'est de stimuler l'autonomie, la créativité des gens et, en même temps, de la contrôler, de se l'asservir. En somme, d'obtenir que les gens se produisent librement mais qu'ils effectuent cette libre production d'eux-mêmes sur ordre, dans les limites qui leur sont tracées, pour maximiser le profit de « leur » entreprise.

Nous entrons dans une ère où le savoir, la connaissance sont les principales forces productives et la forme principale du capital fixe. L'accumulation, la concurrence sur les marchés, se font principalement par le capital-savoir. À l'échelle de la société, nous passons beaucoup plus de temps à produire du savoir qu'à le mettre en oeuvre de façon productive. Nous passons beaucoup plus de temps à nous produire, c'est-à-dire à développer nos capacités et compétences, qu'à produire nos productions. Ce sont les capacités communicationnelles, relationnelles, cognitives, affectives, imaginatives que nous développons en dehors de notre temps de travail immédiat qui nous permettent de réaliser en deux heures de travail direct davantage que nos grands-parents en 20 ou 40 heures.

Il devient donc de plus en plus absurde de ne payer les gens que pour le temps passé à mettre en oeuvre leurs compétences. Et si les détenteurs du savoir - virtuellement nous tous - s'apercevaient finalement que la forme principale du capital, c'est eux qui la détiennent, mieux : qu'ils sont le capital, la nécessité de rentabiliser ce capital au maximum n'aura plus aucun sens. En effet rien ne m'oblige à m'exploiter, à « m'autovaloriser » au maximum. La production de soi pourra cesser d'être le moyen de l'accumulation et de l'enrichissement monétaire pour devenir fin en elle-même.

Le consommateur est aujourd'hui le sujet-objet du marché. Parler du temps libre, du loisir, c'est faire référence le plus souvent à un temps vide consacré à la réparation de la force de travail ou au divertissement. Aussi le citoyen est-il la plupart du temps « programmé » pour se conduire avant tout en consommateur dans un espace de vie complètement cloisonné. La transformation du temps libre en temps libéré, c'est-à-dire en un temps employé à autre chose qu'à perdre sa vie à la gagner, exprime donc un changement qualitatif au plan culturel. Chaque citoyen pourrait disposer de ce temps libéré comme d'une opportunité pour construire un nouvel espace de vie. Mais, la plupart du temps ce temps libre est ressenti comme une source d'angoisse et de dénuement, en premier lieu par les chômeurs eux-mêmes.

Oui, en effet, parce que la construction de nouveaux espaces de vie serait, dans les conditions politiques actuelles, une aventure solitaire, une soustraction de soi à la collectivité, et non une entreprise collective à mener tous ensemble. Rien ne valide socialement le projet d'une telle construction ; par aucun signe la société ne dit aux gens : faites-le, la collectivité met des lieux, des espaces, des moyens à votre disposition, dans les quartiers, dans les communes. Cette société refuse d'envisager l'existence de chômeurs qui ne soient pas malheureux, qui ne soient pas demandeurs d'emploi, qui ne vivent pas comme une privation d'emploi le fait d'être ne serait-ce que temporairement sans un job.

Pierre Gilles de Gennes affirme : « Si nous arrivons à un enseignement qui ne présente pas aux jeunes le monde comme construit mais comme à construire, à ce moment nous marquerons un point considérable ». Selon vous, l'éducation publique a-t-elle un rôle à jouer par rapport à cette perspective ? Nous pensons par exemple à une transformation de la vocation de l'université, surtout préoccupée actuellement de « coller aux besoins des marchés. »

Cette transformation est de toute évidence nécessaire. La chose a été parfaitement exprimée par les étudiants allemands au cours de leur grève de novembre-décembre 1997. Au départ, cette grève était motivée par la misère croissante des universités, dont les moyens ne cessent d'être rognés sous prétexte qu'elles produisent bon an mal

an des centaines de milliers de diplômés « inemployables », au lieu de dispenser du « savoir utile ». Du savoir utile à qui ? À quoi ? À qui ferait-on croire qu'il suffit de fabriquer des masses de gens immédiatement « employables » pour que tout le monde trouve un emploi ? Le problème à résoudre n'est pas celui de l'inadaptation des diplômés au marché du travail, mais comme l'écrit une étudiante berlinoise, Sandra Janssen, celui de « la contraction du marché du travail ». Comment la société doit-elle préparer les jeunes à cette « contraction continue du marché du travail » ? En faisant exactement le contraire de ce que font les gouvernements : c'est-à-dire en acceptant que les études, les diplômes ne peuvent déboucher sur des carrières ni garantir un emploi, que leur but ne peut plus être utilitaire et fonctionnel. Leur but doit être de donner aux gens un accès libre inconditionnel, illimité à la « culture » (Bildung, en allemand), c'est-à-dire de leur permettre d'acquérir les moyens qui les rendent capables de s'orienter dans ce monde éclaté, d'y produire et inventer eux-mêmes les repères, les règles, les buts, les liens qui leur soient propres et leur soient communs. Selon la formule du président des étudiants de Bonn, Oliver Schilling : « *Nous ne voulons pas être des individus fonctionnellement programmés. Nous devons combattre la réduction des gens en outils aux mains du capital.* » Le droit de tous d'accéder « sans restrictions à la culture la plus large possible » est indispensable « à la survie d'une société démocratique à l'ère du sous-emploi permanent. Il faut préparer le citoyen à assumer de façon créative son inutilité économique ». Tout cela implique évidemment aussi un revenu de base garanti inconditionnellement à tout citoyen.

Cette remarque à notre sens pose la question de la « créativité citoyenne » face aux déjà-là s'incarnant aussi bien à travers la gestion bureaucratisée des affaires publiques qu'à travers un cadre de vie obsolète promu par les idéologies du marché. Quelle consistance donneriez-vous à cette créativité citoyenne, c'est-à-dire à une recherche fondamentale à engager par tous les citoyens pour concevoir un autre cadre de société ? Ne pensez-vous pas que des lieux, des espaces devraient être fondés pour permettre une auto-formation des citoyens sur tous les terrains de la vie sociale, de la production de la culture ? Si, oui, comment les voyez-vous ?

Les universités ne sont pas un espace suffisant ni l'espace idéal pour développer une culture qui permette aux gens de s'émanciper de la logique de l'emploi. L'éducation à l'auto-activité, à l'autonomie, l'épanouissement des facultés artistiques, sensorielles, manuelles, intellectuelles, affectives, communicationnelles doit commencer beaucoup plus tôt - elle commence, en fait, dans les écoles maternelles françaises mais ne continue pas dans la suite de la scolarité. Il y a une coupure de plus en plus profonde entre la culture scolaire et la vie quotidienne. Je veux dire : nous n'avons plus de culture du quotidien, de culture du vivre, faite d'un ensemble de compétences communes à tous et qui permettent à tous de faire face aux situations de la vie de tous les jours. La quasi-totalité des compétences sont monopolisées par des professionnels, par les « *professions invalidantes* », comme les appelle Ivan Illich, et le dernier truc inventé pour créer de l'emploi consiste, selon un ministre, à inciter les gens qui gagnent convenablement leur vie à ne plus « *perdre leur temps* » à chercher leurs enfants à l'école, à changer un fusible, à laver leur linge à domicile ou à préparer leur petit déjeuner : il y a des services professionnels pour ça.

La révolution informationnelle porte en elle la mort programmée des spécialisations professionnelles et de la transmission de savoir formalisés. Elle ouvre sur l'auto-formation, l'auto-apprentissage, sur « l'apprendre en faisant », sur la déprofessionnalisation, sur la possibilité pour tous d'acquérir les compétences communes qui vous permettent de vous prendre en charge, de vous auto-produire dans le contexte matériel, technique, social, politique où vous vivez, et même de subvertir ce contexte. Elle ouvre sur la possibilité d'une culture commune beaucoup plus intuitive que les cultures professionnelles homologuées, sur la possibilité de ne pas dépendre des marchands et des spécialistes pour la satisfaction de vos besoins et désirs.

Pour que ces possibilités deviennent réalité, il faut que l'éducation sorte des écoles et lieux d'apprentissage, que la ville, le quartier, le bloc d'immeuble soient un espace éducatif parsemé de lieux pour l'auto-activité, l'auto-production, l'auto-apprentissage. Un germano-usaméricain, Bergmann, est en train de créer ce genre de lieux aux États-Unis et en Allemagne. Il les conçoit comme des espaces où les gens sont sollicités, entraînés par l'offre d'une gamme qui devra être illimitée d'activités épanouissantes, des lieux qui donnent envie, avec des gens qui vous incitent à vous

demander ce que vous rêvez depuis toujours de pouvoir faire mais n'avez jamais eu le temps, l'occasion, le courage de commencer.

En même temps, ces espaces, les « centres pour le nouveau travail » offrent une gamme aussi étendue que possible de moyens d'auto-production à technologie avancée. N'importe qui peut apprendre en très peu de temps à y fabriquer ses vêtements, ses chaussures, ses meubles, à produire des aliments selon les méthodes mises au point il y a vingt ans dans les « maisons autonomes » nord-américaines. Bergmann estime que 70 à 80 % des besoins peuvent être couverts en deux jours de travail d'auto-production par semaine et que la multiplication de ces centres devrait faire naître une économie populaire parallèle, émancipée de la logique de l'emploi et de la domination des rapports d'argent. L'intérêt de la chose, c'est que ce projet est tout aussi valable et réalisable à Madagascar ou au Bangla Desh qu'à Berlin ou à Saint-Denis. Les Centres pour le Nouveau Travail permettent à une population à la fois de résister à la dictature du marché et au pouvoir du capital et à anticiper l'au-delà d'un capitalisme de plus en plus fragile, incapable d'assurer la survie d'une société et l'appartenance citoyenne des gens.

L'année prochaine nous co-organisons avec la ville de Saint-Denis les premiers Fora des Villages du Monde. Il s'agit de voir comment, au plan mondial, une culture plurielle peut constituer une alternative à la pensée unique, un « faire mouvement » que nous plaçons sous le signe du cum petere, « chercher ensemble », qui est le sens étymologique du mot compétition. Vous dites quant à vous : « seuls seront finalement entendus ceux qui veulent changer la face du monde ». À votre avis quel rôle les citoyens ont-ils à jouer dans ce changement ? Quelles sont, d'autre part, les contraintes qu'ils devraient se donner pour ne pas retomber ni dans une autre pensée unique, ni dans de vieilles manières de faire de la politique.

Je trouve très remarquable vos propositions pour la création d'Espaces Publics Citoyens, dans votre n° 9. Je pense comme vous. La « créativité citoyenne » s'épanouira plus ou moins vite selon le nombre, la visibilité, la qualité, l'accessibilité des espaces publics offerts aux expérimentations sociales, artistiques, culturelles, techniques à grande échelle. La garantie à tout résident d'un revenu social de base, dont il est de plus en plus question dans toute l'Europe, n'a de sens qu'accompagnée d'une prolifération des lieux d'auto-activité. Il faudra que chacun, chacune, soit sollicité et entraîné dans le foisonnement tout autour de lui de groupes, groupements, équipes, clubs, ateliers qui cherchent à le gagner à leurs activités écosophiques, politiques, artisanales, éducatives, etc. ; des espaces où se côtoient des ateliers de danse, des salles de musique, des gymnases, des « boutiques d'enfants », des « boutiques de santé » etc.. La ville comme laboratoire social, comme vous dites, et les espaces sociaux comme formes de la compétition coopérative (votre cum petere) que vous trouvez par exemple dans les clubs de judo, les orchestres, les troupes théâtrales : l'excellence de chacun est le but et le souci de tous - et inversement. « Le plein épanouissement de chacun est la condition du plein épanouissement de tous », disait le Manifeste du Parti Communiste. Vous retrouvez dans le concept d'intelligence collective, chez Pierre Lévy, une actualisation de la même idée.

Patrick Braouezec, dans une interview accordée aux Périphériques dans le dernier numéro affirmait : « Si les partis politiques ne réussissent pas à faire leur révolution interne, alors cela veut dire que la forme parti est dépassée. » Comment voyez-vous l'émergence d'une nouvelle gauche aujourd'hui capable de se tourner résolument vers le devenir et « oser l'exode » ?

Qu'est-ce qui peut agréger en un grand mouvement et dans une perspective commune les « révolutions moléculaires », comme les appelait Guattari, qui sont en cours dans tous les domaines ? Je vois trois aspects : 1° La compréhension théorique de la mutation que nous vivons, de sa portée à long terme, des impasses et des crises vers lesquelles elle se dirige. 2° Une vision des contours de la société post-capitaliste et post-marchande susceptible de succéder aux débris de la société salariale dont nous sortons. 3° La capacité de concrétiser cette vision par des actions, des exigences, des propositions politiques à la fois anticipatrices et plausibles, réalisables actuellement par des objectifs intermédiaires. Il y a un quatrième facteur : les panes, les échecs, les risques d'implosion de plus en plus évidents auxquels conduit la mise en oeuvre de l'idéologie économiste dominante. Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont à la veille d'une récession, l'Extrême-Orient est en état de collapsus, en Europe le rejet de la «

pensée unique » et de la politique unique imposée par le pouvoir financier mondialisé a gagné beaucoup de terrain en deux ans. Je crois qu'une nouvelle gauche ne peut être qu'une nouvelle extrême gauche, mais plurielle, non dogmatique, transnationale, écologique, porteuse d'un projet de civilisation.

Yovan GILLES pour [Les périphériques vous parlent](#)

[Les périphériques vous parlent](#) Numéro 21. Paris, décembre 2007

- [Sommaire dossier André Gorz](#)

Post-scriptum :

Les périphériques vous parlent

B.P. 62 - 75462 Paris Cedex 10. +33 1 40 05 05 67 Fax. +33 1 44 79 03 06
chaos@lesperipheriques.org